

Où nous voyons que la guerre contre le terrorisme est contreproductive

Exposé de Andreas Zumach

Traduction: Dorothee Reutenauer

tenu le 14 mars 2015 à Bienne

à l'occasion de l'assemblée générale de la branche suisse du
Mouvement International de la Réconciliation



**Gemeinsam für
Gewaltfreiheit und Versöhnung
ensemble pour
la nonviolence et la réconciliation**

100 ans pour la nonviolence



Merci au Mouvement de la Réconciliation Suisse de m'avoir invité pour cet exposé sur un sujet pas très gai. Inutile d'ajouter qu'il ne faut pas nous voiler la face, il s'agit là bel et bien de réalités qui nous entourent.

Les alternatives à la guerre contre le terrorisme

Avant d'essayer d'exposer quelles pourraient être les alternatives, j'aimerais vous proposer comme règle ce que le pédagogue allemand Georg Picht a formulé joliment: « Dans la vie il n'y a pas de questions idiotes, il n'y a que des réponses idiotes ». Cette phrase est très importante pour moi qui suis journaliste depuis 35 années, parce que ce n'est qu'en questionnant de plus en plus loin, en questionnant toujours et encore, que tu peux - peut-être - t'approcher un tant soit peu de la vérité. Pour aujourd'hui cela veut dire que si j'utilise des mots étrangers ou des sigles que vous ne comprenez pas, je vous invite à m'interrompre et à me demander que je les explique.

Deux remarques préliminaires:

1. La première remarque concerne la notion de terrorisme, pour qu'ensuite il soit clair pour tout le monde ce que nous entendons par là lorsque nous utilisons ce terme cet après-midi. Depuis les attentats du 11 septembre 2001 c'est le terme le plus fréquemment utilisé dans le discours politique et dans les medias. Mais jusqu'à ce jour le terrorisme n'a pas été défini. Il n'existe pas de définition internationale qui aurait été convenue dans le cadre de l'ONU. Nous savons pourquoi, bien entendu: parce que « le terroriste de celui-ci est votre combattant de la liberté à vous » et que « votre combattant de la liberté à vous est le terroriste de celui-là ». À l'ONU on ne se met pas d'accord sur la question de savoir si, par exemple, la résistance armée contre une occupation illégale du point de vue du droit international, comme par exemple l'israélienne dans les territoires palestiniens ou l'américaine en Irak jusqu'en 2011, si cette résistance, donc, est légitime ou si elle aussi relève du terrorisme. Troisièmement, on n'arrive pas à s'accorder pour savoir si sont définies comme terroristes des individus ou des groupes et des réseaux comme Al Qaïda, ou s'il n'existe pas aussi quelque chose comme le terrorisme d'état qui devrait alors entrer dans la définition. C'est pourquoi je dis que nous devons utiliser ce terme avec beaucoup de précaution et nous devons savoir qu'il est très politique. Nous devons savoir également que ce qu'ici, en Occident, nous considérons comme du terrorisme ne l'est pas dans de vastes parties de l'autre monde. Ce à quoi participent ou ce que soutiennent, presque sans aucune réserve, la grande majorité des états occidentaux, comme par exemple la guerre des drones contre de supposés ou véritables terroristes est considéré dans beaucoup de pays - où atterrissent ces drones - comme du terrorisme d'état.
2. Lorsqu'aujourd'hui nous parlons de terrorisme, nous parlons presque exclusivement de cas où les acteurs ou les instigateurs (comme il s'agit presque toujours d'hommes, j'en reste au masculin) le justifient au nom de l'islamisme. Les meurtres de la clandestinité nationale-socialiste en Allemagne, qui sont aussi des actes terroristes de groupes d'extrême-droite, ne sont au fond qu'une exception qui confirme la règle générale des dernières 25 années. Toutefois, la milice terroriste qui a assassiné de manière bestiale le plus grand nombre de personnes, de fait plus de cent mille hommes et femmes, et a chassé de chez eux plus d'un million de personnes est la «*Lord's Resistance Army*», cette armée chrétienne fondamentaliste sur le continent africain; son chef, Joseph Kony, est sous le coup d'un mandat d'arrêt international depuis 12 ans. Ceci pour relativiser la notion de terrorisme, ainsi que le terrorisme islamiste.

Les alternatives – contexte historique

Si nous voulons sérieusement parler d'alternatives nous devons savoir pourquoi ce phénomène ou aussi la menace du terrorisme justifié au nom de l'islamisme existent. Pour cela j'ai apporté cette carte. Vous y voyez essentiellement les régions de crise entre le Maroc, l'Égypte, la Tunisie, la Libye, également les états du Maghreb, en passant par le Proche-Orient au sens étroit avec Israël, ses voisins la Syrie, la Jordanie, le Liban, puis l'Irak, la grande Arabie Saoudite, les petits Émirats du Golfe, enfin le Pakistan. Cette région du Maroc au Pakistan a, dès le début des années 90, été appelée région de crise. Je me rappelle les entretiens avec des généraux haut placés de l'OTAN qui après la fin du conflit classique Est/Ouest, au début des années 90, nous avaient dit que de nouveaux dangers existent et que pour cela nous devons maintenir l'OTAN. Voilà la région de crise du Maroc jusqu'au Pakistan. De là nous menacent des réfugiés, le trafic de drogues, le terrorisme et d'autres dangers. Mais ces militaires et politiciens ne se sont jamais prononcés sur les causes de ces menaces.

Pourquoi cela? Je tiens à le souligner : toute cette région du Maroc au Pakistan, tout cela c'était des colonies : ou bien des colonies européennes, ou bien ces pays qui aujourd'hui se nomment Syrie, Irak, Jordanie, Liban, Israël, Palestine faisaient partie jusqu'à la fin de la première ou de la deuxième guerre mondiale de l'empire ottoman. Certains pays comme l'Algérie étaient des colonies jusqu'au début des années 60. Cela signifie que les pays de ces régions n'ont pas eu trois cents à quatre cents ans comme nous en Europe et en Amérique du Nord, colonisée par les Européens, pour développer une identité nationale, pour s'entendre avec les voisins sur les frontières, ce qui, nous le savons, nous a coûté beaucoup de sang, y compris jusqu'au siècle dernier. Mais surtout, ces pays n'ont à ce jour pas eu la possibilité de développer une économie autonome, viable, qui puisse au moins subvenir aux besoins de leur population et satisfaire les besoins élémentaires, tels que la santé, l'éducation et autres. Ce décalage temporel entre le développement chez nous en Europe et en Amérique du Nord d'une part, et cette région en particulier, d'autre part, ce décalage se rappelle à nous aujourd'hui. Le problème est celui-ci : depuis que ces pays sont formellement sortis de la colonisation, que l'empire ottoman s'est effondré et que ces pays portent un nom et que leurs frontières figurent sur les cartes, qu'ils siègent à l'ONU avec une voix et un siège, ils ne sont pas réellement devenus indépendants, ni autonomes.

Et pourquoi cela? C'est parce qu'après la deuxième guerre mondiale, nous, les états occidentaux - et la Suisse est du nombre - étions très intéressés par cette région, que nous appelons le Proche-Orient et le Moyen-Orient, y compris l'Iran (à l'époque la Perse).

La raison pour notre intérêt c'est que s'y trouvaient 80% des réserves de pétrole mondiales connues et 60% des réserves gazières connues, ces ressources d'énergie fossile qui, depuis le début du 19ème siècle, étaient devenues si importantes. Et pour nous assurer ce pétrole de la manière la plus sûre possible et à bon marché, nous, l'Occident démocratique, pas seulement les états de l'OTAN, mais aussi les pays indépendants de l'Europe de cette époque, la Suisse, l'Autriche, la Suède, avons soutenu les dictatures dans ces pays. À commencer par la Perse, où un gouvernement élu démocratiquement a été renversé par les services secrets américains et britanniques, où la dictature du shah de Perse a été établie, qui a été pendant 26 ans notre allié le plus important et fournisseur de pétrole le plus sûr.

Nous l'avons armé jusqu'aux dents, en particulier nous lui avons permis de réprimer et d'écraser l'opposition démocratique dans son pays. Cela a fonctionné jusqu'en 1979. Après quoi nous avons eu besoin d'un nouveau partenaire.

Et qui était-ce? Saddam Hussein dans l'Irak voisine. Nous l'avons massivement armé, pas seulement nous, l'Occident ; les Soviétiques également lui ont fourni des roquettes pour la guerre contre l'Iran islamique. C'était la première guerre du Golfe, 1980-1988. C'est la première fois que des armes étrangères ont massivement été livrées en Irak. Je vous invite à compter avec moi. Saddam Hussein a utilisé ces armes à d'autres fins que celles imaginées par ses fournisseurs. Il les a utilisées pour gazer cinq mille Kurdes dans la ville de Halabja au nord de l'Irak ; c'était en mai 1988. Cela a bien

évidemment encouragé les efforts de la minorité kurde en Irak à sortir de cette confédération et à fonder leur propre état ou du moins à lutter pour une autonomie plus grande – et ceci jusqu’à ce jour. En août 1990 Saddam Hussein a utilisé les armes que nous lui avons fournies pour envahir et occuper le Koweït voisin. S’ensuivit, au printemps 1991, la deuxième guerre du Golfe au cours de laquelle une force armée internationale, conduite par les USA, a chassé les troupes d’occupation Irakienne du Koweït.

Dès lors, il nous a fallu trouver un nouveau partenaire et fournisseur de pétrole solide : ce devait être l’Arabie Saoudite. En 2003 le gouvernement américain du président Bush s’est demandé, devant une carte comme celle-ci, si l’Arabie Saoudite allait connaître un développement semblable à la Perse de 1979, c’est-à-dire une révolution islamiste, qui pourrait renverser la dictature de la famille royale à Riad et nous priverait de pétrole.

Voilà la véritable raison de la guerre américano-britannique contre l’Irak en 2003, la troisième guerre du Golfe. Nous avons mené ce type de politique de stabilisation, de soutien aux dictatures non seulement dans cette région riche en pétrole, mais aussi ailleurs. En particulier dans ce pays important qu’est l’Égypte, pour des raisons de stabilité à cause d’Israël, mais également dans tous les autres pays. Pour résumer, l’Occident démocratique a depuis 1945 soutenu dans cette région des anciennes colonies, soit exclusivement les dictatures, les juntes militaires et les familles royales autocratiques. Nous n’avons jamais soutenu les forces émancipatrices, les forces démocratiques, les défenseurs des droits de l’homme, les défenseurs des droits des femmes, les intellectuels critiques, etc. Voilà notre part immense de la responsabilité pour la situation vraiment très précaire qui prévaut dans ces pays.

Il est indéniable que dans ces pays il y a un énorme déficit de modernisation, d’ouverture, de démocratisation et de réformes. Ceci n’est pas l’affirmation arrogante d’un journaliste européen ou allemand, mais c’est ce que disent les intellectuels dans ces pays mêmes. L’ONU à Genève, où j’habite depuis 1988, publie chaque année un rapport sur le développement humain dans le monde islamique/arabe. Ce rapport est exclusivement rédigé par des auteures et auteurs de ces pays et ce texte est ce qu’il y a de plus sévère que vous puissiez trouver sur la situation dans ces pays.

Nous voilà arrivés à l’actualité

En révolte contre cette situation de vie précaire, qui n’offre aucune perspective positive en particulier aux jeunes, commença en Tunisie en décembre 2010, ce que, pleins d’espoir, nous avons appelé *Arabellion* ou le *printemps arabe* et que nous appelons peut-être toujours ainsi. Il s’agissait d’acquérir enfin les droits de l’homme et les libertés qui avaient été fixés en 1945 par l’ONU, en 1948 dans la Déclaration universelle des droits de l’homme et d’autres conventions internationales. C’était de cela qu’il s’était agi et je trouve qu’il est important que nous nous en souvenions, parce que le tableau s’est depuis lors horriblement obscurci. Tout particulièrement en Syrie, mais aussi en Libye et en Égypte. Le seul exemple de réussite, jusqu’ici tout au moins, est la Tunisie, où formellement la démocratisation a abouti - avec une des constitutions les plus modernes qui soit, avec des élections démocratiques et un gouvernement à prédominance islamique, qui a reconnu sa défaite électorale et a cédé la place. Mais – ici j’anticipe – la Tunisie a d’énormes difficultés économiques et il n’est pas certain que le gouvernement démocratiquement élu puisse remplir les immenses attentes de la population quant à l’amélioration de la situation sociale et économique. Ce qui pour bien des jeunes Tunisiens est une raison supplémentaire de rejoindre le prétendu État Islamique : aucun autre pays du monde arabe n’y voit partir autant de gens.

J’en arrive à la troisième guerre du Golfe. Parce que j’affirme que quiconque parle de l’État Islamique – toujours entre guillemets, s’il vous plaît -, quiconque, donc, parle du prétendu « État Islamique », et ne parle pas de la troisième guerre du Golfe, ferait bien de s’abstenir de dire quoi que ce soit sur ce sujet, parce que « l’État Islamique » est impensable sans cette troisième guerre du Golfe.

Qu'ont fait les Américains? Après l'élimination, puis le meurtre de Saddam Hussein ils ont chassé tous les Sunnites de leurs fonctions en Irak. Depuis les généraux des forces armées jusqu'au dernier employé des postes du dernier village. Une erreur monumentale. Les Britanniques n'ont jamais commis une telle erreur au cours des 400 années de leurs temps coloniaux, parce qu'ils savaient parfaitement que si nous voulons vraiment contrôler un pays occupé, une colonie, il faut au moins qu'une partie de l'élite reste en fonction.

Que s'est-il passé en Irak? Dès 2004 il y eut des insurrections violentes contre l'occupant américain. Les insurgés sont sunnites. Que font les Américains? Ils arment les milices chiïtes pour qu'ils écrasent les sunnites. C'est ainsi que pour la deuxième fois des armes américaines très modernes entrent dans le pays. Cette fois-ci, non pour le compte du gouvernement, mais pour le compte d'une milice bien précise. En 2006 le vent tourne. Il y a des insurrections chiïtes contre l'occupant américain. Les Américains arment maintenant les milices sunnites pour qu'ils écrasent les insurgés chiïtes. Pour la troisième fois des armes américaines très modernes arrivent dans le pays. Dans cette situation, très exactement en 2008, un nouveau groupe émerge qui se nomme « État Islamique ». Il se bat pour la population sunnite qui se sent opprimée par les Américains. Après que ceux-ci eurent instauré un gouvernement fantoche à Bagdad, c'est le premier ministre Maliki, un chiïte, qui continue à opprimer les Sunnites. Dans cette situation « l'État Islamique » a représenté tout d'abord une sorte d'armée de libération pour une grande partie de la population sunnite. Il ne faut pas s'y tromper. C'est pourquoi les milices de « l'État Islamique » ont pu évoluer comme des poissons dans l'eau. – pour citer le vieux Mao. Aussi parce qu'ils ont reconstruit l'infrastructure qui avait été démolie pendant la guerre des Américains, par exemple les conduites d'eau, les boulangeries, les services de santé de base. De cette manière, au début tout au moins, ils ont su s'attirer la sympathie de beaucoup de personnes.

Au cours de la guerre civile en Syrie, qui s'intensifie dès l'été 2011, apparaît également un groupe, en octobre 2012, qui se nomme « État islamique en Irak et au Levant ». Le Levant est le nom de la côte méditerranéenne libano-syrienne. Ce groupe « État islamique en Irak et au Levant » formule ses propres objectifs: ils veulent restaurer un vieil état, un ancien califat, qui avait existé au 7^{ème} siècle depuis ce qui est aujourd'hui la côte méditerranéenne libano-syrienne, en passant par la Syrie jusqu'en Jordanie. Les frontières n'ont, bien entendu, jamais été clairement définies.

Qui finance ces groupes? Qui les soutient? Et pourquoi? Au cours des premières années le bailleur de fonds principal est l'Arabie Saoudite. Si l'ambassadeur saoudien était parmi nous, cet après-midi, il se lèverait indigné et dirait que tout cela est mensonge. Mais il existe des preuves suffisantes pour établir que le financement vient de la maison royale à Riad. Pourquoi les Saoudiens ont-ils fait cela et pourquoi des « sources saoudiennes privées », comme on dit aujourd'hui, font-elles cela? Parce que, selon la perspective saoudienne, le problème principal de tous les conflits dans la région, c'est l'influence réelle ou redoutée ou supposée de l'Iran chiïte dans les pays voisins la Syrie, l'Irak et le Liban. L'intérêt principal de la maison royale en Arabie Saoudite consiste à refouler l'influence chiïte de l'Iran et c'est pourquoi l'Arabie Saoudite soutient non seulement « l'État Islamique », mais également à l'époque des groupements d'Al Qaida et d'autres organisations terroristes islamistes sunnites.

Nous butons bien sûr ici sur une contradiction. Une contradiction criante de notre politique occidentale. Toutes les personnes le veulent savoir, y compris dans les gouvernements de Washington, de Berlin et aussi de Berne, savent que depuis 1991 tous les attentats spectaculaires justifiés au nom de l'islamisme ont été financés par l'Arabie Saoudite – y compris ceux du 11 septembre 2001. Tout le monde peut savoir aussi que les Wahhabites saoudiens essaient de répandre dans toute la région, et au-delà jusqu'en Europe, leur interprétation et leur pratique de la religion grâce aux gros bénéficiaires pétroliers de l'Arabie Saoudite. Il s'agit ici de l'interprétation et la pratique religieuses les plus conservatrices, les plus réactionnaires et celles que affichent le plus leur mépris pour les femmes. Allez donc faire un tour en voiture le long de la frontière bulgare-turque. Vous y verrez des mosquées et centres culturels magnifiques, tout blancs. Des splendeurs du point de vue esthétique et architectural. Tout y est construit

avec l'argent d'Arabie Saoudite avec pour but de répandre l'influence wahhabite en Bulgarie, mais surtout en Turquie.

Qui soutient militairement les milices de « l'État Islamique »? Les armes viennent en partie de l'argent saoudien ou sont achetées avec cet argent. Il est prouvé qu'elles transitent par le territoire turc et le petit émirat pétrolier du Qatar a également mis de l'argent à disposition pour l'acquisition d'armes. En plus de cela, « l'État Islamique » a su se procurer ses sources propres, pour l'exprimer ainsi. Ces sources de financement : « l'État Islamique » a conquis la deuxième ville du nord de l'Irak, Mossoul, et du même coup la filiale de la banque nationale Irakienne s'appropriant ainsi 650 millions de dollars US.

Deuxièmement, « l'État Islamique » pratique depuis lors un commerce pétrolier florissant. Ils ont occupé les champs pétroliers du nord de l'Irak, ils exploitent le pétrole et raffinent même le pétrole pour en faire des produits pétrochimiques. Le pétrole est amené par camions-citernes en Turquie, mais ce qu'on ne sait pas à ce jour c'est qui l'achète. Ce que nous savons, par contre, c'est que « l'État Islamique » a gagné jusqu'à 3 millions de dollars par jour grâce à ce trafic pétrolier. Une troisième source de revenus vient des impôts et autres contributions que « l'État Islamique » prélève dans les régions sous son contrôle, soit 50% du territoire syrien et 45 % du territoire Irakien.

Venons-en aux armes : Après l'élection de Barack Obama en 2008, Washington a annoncé : « Nous nous retirerons d'Irak en 2011. Avant cette date nous devons entraîner et armer les forces armées et la police pour qu'elles puissent assurer la sécurité dans le pays ». Ainsi – vous avez compté avec moi – c'est la quatrième fois que des armes américaines très modernes arrivent dans ce pays. Cette fois, pour le compte des armées et de la police du gouvernement. Au printemps dernier les milices de « l'État Islamique » ont attaqué et pillé en séries des dépôts d'armes de l'armée Irakienne, mettant ainsi la main sur des armes américaines très modernes.

Une remarque sur la position de la Turquie – vous auriez probablement posé la question tout à l'heure. De même que l'Arabie Saoudite, la Turquie n'a qu'un intérêt partiel, mais essentiel, dans tout ce conflit, empêcher les Kurdes de devenir forts. Cela veut dire, éviter que le conflit en Irak et en Syrie ne servent les Kurdes. Ce qui aboutirait à une coopération renforcée des Kurdes de ces deux pays et peut-être même avec les Kurdes du sud-ouest de la Turquie, au point d'exiger un état kurde commun. C'est l'intérêt principal, le souci principal, pourquoi pas l'obsession du gouvernement Erdogan à Ankara et c'est pour cette raison que la Turquie est une alliée de fait de « l'État Islamique » et qu'elle l'a soutenu à divers niveaux. Les livraisons d'armes et le commerce du pétrole transitent, comme dit, par le territoire turc. Enfin, tous les combattants, qui rejoignent « l'État Islamique » depuis l'Europe et dont les services de renseignements ont retrouvé la trace, sont arrivés par la Turquie. C'est ici qu'ils ont en partie suivi leurs premiers cours et entraînements avant de poursuivre leur route vers l'Irak et la Syrie. Ceci pour la situation.

Que se passe-t-il du côté du combat contre le terrorisme ?

En automne dernier le président Obama a tenu un grand discours devant l'assemblée générale de l'ONU : « Voilà la nouvelle menace centrale pour nous tous », à la suite de quoi trois mesures ont été décidées et d'emblée mises en œuvre. Premièrement, combat aérien contre « l'État Islamique » d'abord en Irak, puis depuis mi-septembre, aussi en Syrie. Y participent aujourd'hui sous la conduite des USA un ensemble d'états arabes voisins, dont la Jordanie, et une série d'états occidentaux. La deuxième mesure est la livraison d'armes. Pour le compte de qui ? Pour les Peshmerga kurdes, ce sont les milices kurdes du nord de l'Irak, pour qu'elles puissent se battre au sol contre « l'État Islamique ». La troisième mesure est le plan des USA : il consiste à entraîner jusqu'en 2018 au moins 15.000 soldats locaux en Irak, en Jordanie et dans d'autres pays qui doivent, eux-aussi, combattre « l'État Islamique » au sol. Tout cela n'est que le dernier développement du chapitre de la guerre contre le terrorisme qui court depuis le 11 septembre 2001 et qui ainsi s'intensifie sous la conduite des USA. Ce que je constate aussi, c'est que

presque tous les autres états de l'ONU participent à cette guerre. Y compris la Suisse. Pas forcément avec des moyens militaires, mais partout on soutient bel et bien cette guerre ; par la logistique, par exemple : on autorise des vols de reconnaissance des USA, etc. La Suisse et aussi l'Allemagne n'ont à ce jour pas élucidé les centaines d'envols et atterrissages d'avions de la CIA dans lesquels de personnes ont été enlevées et emmenées dans l'un ou l'autre camp de prisonniers ou de torture de la CIA. Tout cela soutient la guerre contre le terrorisme et y contribue.

Qu'a obtenu la guerre jusqu'ici?

Les Américains mènent avant tout une guerre aérienne. En Afghanistan, il y a eu des combats au sol, mais dans tous les autres pays ciblés, le Pakistan, la Somalie, le Yémen, le Mali, il y a eu des forces aériennes et des drones. Entre-temps, les Américains ont tué plusieurs milliers d'hommes dont ils disent « C'était des terroristes ». Des preuves solides, tangibles Washington n'en a présenté que dans une trentaine de cas environ. Il faut cependant concéder que tous les autres étaient des terroristes présumés. Par ailleurs, nous sommes dans un dilemme: il n'existe pas de moyens légaux. Obama est devenu accusateur, acteur, juge et bourreau en une personne. Le matin il va dans son bureau ovale et établit une liste d'un certain nombre de personnes, que les forces armées américaines sont autorisées à tuer. Nous savons qu'au cours de 14 dernières années des milliers de personnes ont été tuées qui n'avaient strictement rien à voir avec le terrorisme. Des familles entières, des moitiés de villages ont été décimées. Ceci est bien évidemment un terreau pour le désespoir, la colère, la haine et la contre-violence potentielle ou même pour la disposition au terrorisme. Je vais jusqu'à dire : cette guerre contre le terrorisme des 13 dernières années est non seulement un échec, elle était contreproductive. Elle a suscité le contraire de l'objectif déclaré, à savoir en venir à bout du terrorisme justifié par l'islamisme. Je n'ai pas le moindre espoir que ce nouveau chapitre, le combat contre « l'État Islamique », puisse mieux réussir que les 13 dernières années de guerre. Il est toutefois possible que je me trompe et qu'Obama réussisse ce qu'il a annoncé en septembre : détruire complètement les 35.000 combattants de « l'État Islamique ». C'est ainsi qu'il s'est exprimé. Comme dit, je doute que cela puisse réussir, mais admettons que cela réussisse. Le problème que j'évoquais au début resterait entier.

Terreau pour de futurs terroristes potentiels

Le problème principal est que dans cette région du Maroc au Pakistan des millions et des millions de personnes vivent dans des conditions précaires, sans aucune perspective d'une vie meilleure. Nous trouvons ces personnes de plus en plus nombreuses dans les villes de nos pays européens. En France plus, sans doute, qu'en Allemagne et en Allemagne sûrement plus qu'en Suisse. Nous pourrions revenir plus tard sur le potentiel de danger que cela représente. Pour ces personnes vivant dans des situations si précaires et sans perspectives d'avenir la religion devient la référence essentielle, y compris pour l'identité personnelle. De plus, il n'est pas rare que la religion soit interprétée à la lettre et se réduise à quelques phrases isolées, sorties de leur contexte. Au point même d'être mécomprise comme mode d'emploi pour l'action violente. Nous avons là un réservoir de recrues potentielles non seulement pour « l'État Islamique » ou Al Qaïda, mais aussi pour d'autres groupes islamistes terroristes dont nous ne connaissons même pas encore le nom. La question demeure : avec quels moyens politiques, économiques, sociaux et autres non-militaires pourrions-nous réussir à dessécher le réservoir de recrues potentielles ? C'est bien cela le défi décisif. Or, au cours des derniers huit mois où l'on a abondamment parlé de « l'État Islamique » on a peu, sinon rien, entendu là-dessus. Je vais nommer quelques points mais tout à l'heure dans la discussion vous allez sans doute en proposer d'autres.

Politiques occidentales préjudiciables

Je vais d'abord évoquer les politiques préjudiciables au moyen desquelles nous ici, l'Europe mais aussi la Suisse, aggravons les conditions de vie dans ces pays. En tout premier lieu ce sont les exportations d'armes. On ne le répétera jamais assez, ni assez fort. Cette région est devenue la destination d'exportations principale, pas seulement pour le troisième exportateur mondial d'armements qu'est l'Allemagne. La Suisse, elle aussi, exporte de plus en plus dans cette région. Le problème n'est pas que les armes tombent dans les mains de personnes qui peuvent se faire la guerre entre eux, ce qui est déjà bien grave. Le problème est aussi que ces acquisitions d'armes – en effet les armes ne sont pas données en cadeau, elles sont vendues – prélèvent de précieuses ressources que ces pays pourraient les utiliser à d'autres effets urgents. Un exemple : rien qu'en 2014 l'Algérie a acheté à l'Allemagne des armes d'un coût de 10,2 milliards d'euros. Il faut essayer d'imaginer ce que cela signifie. Toutes les phrases du ministre des finances allemand, ministre de l'économie, vice-chancelier Gabriel au printemps de l'année dernière, où il prétend vouloir gérer les exportations de manière plus restrictive c'est du pipeau, sauf votre respect Rien n'a été mis en pratique. Les exportations en Algérie auraient pourtant été un test. C'est là qu'on aurait pu dire : « Nous nous arrêtons ». Parce que même si les gouvernements précédents avaient conclu des marchés avec l'Algérie, on a les lois pour les stopper – cela vaut aussi pour les lois suisses. Certes, les gouvernements helvétique et allemand doivent payer une indemnité. Mais ce serait, de loin, le moindre mal comparé au fait de soutirer à ce pays 10,2 milliards d'euros qui sont urgemment nécessaires pour l'éducation des jeunes, les services de santé, etc.

La deuxième politique préjudiciable au moyen de laquelle nous aggravons les conditions de vie dans ces pays est la politique commerciale. Cela touche peut-être moins la Suisse, je n'ai pas toutes les informations actuelles à ce sujet. Mais les états de l'UE ont conclu avec tous les pays d'Afrique du Nord des accords prétendument de partenariat. Ils se nomment „European Partnership Agreements“ (EPAs). Ils n'ont à peu près rien à voir avec un partenariat. Ce sont des accords qui sont essentiellement avantageux pour les grandes entreprises des pays de l'UE et désavantageux pour les économies faibles, fragiles de ces pays d'Afrique du Nord et du Proche-Orient. Bien entendu, on peut dénoncer de tels contrats ou on peut les modifier et les transformer pour que la population et les économies de ces pays en profitent aussi.

Un troisième exemple d'une politique extrêmement préjudiciable concerne les subventions aux exportations du secteur agricole, surtout de l'UE. Là non plus, je ne connais pas la pratique suisse. Dans l'UE nous avons depuis 40 ans une situation totalement absurde qui permet aux paysans de recevoir des subventions pour produire le plus possible. Plus tu produis, plus tu reçois de subventions. Tu produis, donc, avec tous les moyens non-écologiques, c'est connu. Cela entraîne une surproduction. Cette surproduction doit être stockée dans des halles réfrigérantes, ce qui équivaut à une deuxième subvention, les impôts. Lorsque les halles réfrigérantes sont pleines, il faut s'en débarrasser et c'est ainsi que, par exemple, des morceaux de poulet de Basse-Saxe, du Danemark ou de Hollande sont de nouveau subventionnés. Ces subventions aux exportations font que la surproduction est jetée sur les marchés des pays nord-africains à des prix de dumping. Ceux-ci sont plus bas que le prix d'un poulet frais auquel une paysanne locale le vendrait pour nourrir sa propre famille. Les conséquences sont évidentes : les hommes et les femmes ne peuvent survivre, des villages entiers ne peuvent plus se nourrir, de sorte qu'ils partent d'abord dans la capitale de leur pays dans l'espoir de trouver de quoi vivre. Cet exode contribue à ce que nous appelons la surpopulation de ces grandes villes et, à un moment donné, parce que là non plus il n'y a pas moyen de survivre, les hommes et les femmes essaient d'atteindre le paradis en Europe et deviennent des réfugiés.

Ce ne sont que trois exemples de politiques étrangères et de politiques économiques étrangères des pays européens ; en partie aussi des USA, si on prend l'exemple du coton dans ces pays. Si nous changions ces politiques nous obtiendrions des effets positifs. Bien sûr, cela ne suffit pas. Il s'agit de mettre sur pied une initiative avec des mesures actives, positives qui permettraient à ces pays de développer une économie autonome, viable. Ici aussi, je vais nommer trois points.

Ce qu'il faut ce sont des mesures actives, positives

Lors de l'Arabellion nous avons pu entendre plusieurs fois que dans certains de ces pays, notamment en Tunisie, en Égypte, de plus en plus d'hommes, mais aussi de plus en plus de jeunes femmes vont à l'université. Dans certains pays plus de jeunes femmes que d'hommes, entre-temps. J'ose prétendre que nous avons reçu cette information comme quelque chose de positif. Le problème est que la plupart de ces diplômé(e)s sont sans exception voué(e)s au chômage parce que les métiers académiques n'existent pas encore dans ces pays. Ce qui manque par contre ce sont des centaines de milliers d'ouvriers et d'ouvrières spécialisé(e)s dans tous les métiers non-académiques et artisanaux. De tels professionnels sont indispensables si on veut construire une économie autonome et viable. C'est par exemple, l'expérience qu'a faite l'Allemagne de l'ouest après la deuxième guerre mondiale. La reconstruction ne s'est pas faite grâce à de grandes firmes ou entreprises internationales, mais grâce à de petites et moyennes entreprises avec des professionnels bien formés. La Suisse et l'Allemagne pourraient participer à la construction grâce à leur système de formation duale (n.d.t.: formation par alternance), unique au monde. Du Maroc à l'Irak nous pourrions aider à former le plus grand nombre de jeunes personnes possibles au cours des années à venir. Ce serait une initiative tout à fait concrète. Cela coûte de l'argent, bien sûr, qu'il faut dépenser pour cette initiative, mais je pense qu'il serait dépensé pour une bonne cause.

Deuxièmement, je pense qu'il faudrait que des entreprises d'Europe, de Suisse aussi, investissent de manière durable dans ces pays. Donc pas comme le veut le slogan « Faire le plus vite possible un bénéfice maximal », mais avec l'objectif de créer des emplois dans ces pays. Je n'aurais aucun scrupule idéologique, ni tabou à dire que des entreprises devraient avoir des avantages fiscaux de la part de nos gouvernements. Évidemment il faudrait contrôler que des emplois ont réellement été créés. Ce ne sont que deux exemples. Je vais oser une phrase qui risque d'être mal interprétée par quelques-uns : ce qu'il nous faut pour sortir ces pays de la précarité c'est quelque chose de la dimension du Plan Marshall après 1946. Je sais, les conditions sont sensiblement différentes, mais je veux simplement vous donner un ordre de grandeur. Il ne s'agit pas avant tout d'envoyer un maximum d'argent dans ces pays. En 1946 les USA avaient mis 13 milliards de dollars à disposition, ce qui était à l'époque bien plus que 13 milliards aujourd'hui. Il ne s'agit donc pas seulement d'argent, mais de bien d'autres mesures encore.

Que peut faire le mouvement de paix aujourd'hui?

Tout à l'heure quelqu'un m'a demandé, à raison: « Que peut faire le mouvement de paix aujourd'hui? ». Je veux élargir la question aux ONG, y compris celles d'autres domaines chez nous, ici en Europe. Je ne sais pas comment vous percevez les choses. En Allemagne, il me semble que les mouvements de paix sont très en retrait, parce que les nombreuses personnes qui se comptent au nombre des mouvements de paix, se considèrent de manière plus ou moins consciente, menacées par ce que représente le terrorisme justifié par l'islamisme. Après l'attentat sur Charlie Hebdo ce sentiment de peur a probablement augmenté, à tort ou à raison. Chez nous en Allemagne nous lisons presque tous les trois jours dans les journaux des informations sur le nombre de jeunes hommes, et aussi de quelques jeunes femmes, qui ont rejoint l'EI depuis l'Allemagne. Le débat porte, dès lors, très vite sur la question : « Que se passera-t-il quand ceux-là reviendront ? Seront-ils des bombes à retardement ? Etc. ». Ce sentiment de menace paralyse évidemment, y compris jusque dans les mouvements de paix. Je constate, en effet, qu'il n'y a pas, dans ce conflit, une position forte commune de la part des mouvements de paix. Il n'y en a pas eu non plus, il faut bien le dire, dans le conflit syrien initial, avant que l'EI ne soit entré en scène chez nous. Parce que nous avons déjà depuis plus de trois ans la guerre civile en Syrie avec un nombre croissant de victimes. Là non plus, il me semble, les mouvements de paix ne se sont pas fait entendre, du moins pas de façon claire et nette. On est tiraillé à cause de ce qui pourrait se passer. Et aussi à cause de la

dissension qui existe au sein de l'ONU entre les puissances avec droit de veto, les USA et la Russie. Parce c'est là qu'apparaît la véritable raison du blocage de l'ONU. Cela se voit, en partie, jusque dans les mouvements de paix. Mais il me semble qu'il y a plusieurs choses très concrètes et urgentes à faire.

La première consisterait à tout faire – au niveau humanitaire – pour éviter que plus de personnes ne sombre dans un désespoir abyssal. Ce qui peut avoir pour conséquence que lorsqu'ils sortiront des camps de réfugiés dans 5 ou 10 ans, ils soient pleins de haine et de colère à l'égard de l'Occident. Et qu'ils ne voient pas alors d'autre perspective que l'adhésion à une milice quelconque.

La deuxième chose urgente consiste à accueillir un nombre plus élevé de réfugiés. Je ne dis rien de nouveau, mais je tiens à le souligner une fois encore. J'étais récemment en Jordanie dans le deuxième camp de réfugiés par sa taille. Il s'agit du camp Zaatari, à environ 6 kilomètres de la frontière syrienne. En ce moment 90.000 personnes vivent là. Au premier regard, quand on parcourt le camp alors que le soleil brille et que tout semble paisible, on peut se surprendre à penser : « Au fond, je voyais ça autrement » En réalité la situation est dramatique et désespérée. D'un côté, j'avais profondément honte en tant qu'Européen venant d'Allemagne et de Suisse de traverser un camp et un pays qui a accueilli dès 1948 550.000 réfugiés palestiniens qui y vivent désormais. À présent il accueille 700.000 réfugiés syriens, dont 90.000 habitent dans ce camp. Tous les autres 600.000 sont répartis dans les villages et villes du pays, souvent dans des appartements insalubres de sous-sols – j'en ai vu beaucoup. Avec une ONG « Handicap International » j'ai rendu visite à des blessés de guerre. Ce qui m'a frappé, c'est que je n'ai pas entendu la moindre plainte de la part d'un Jordanien ou d'une Jordanienne sur le nombre excessif de réfugiés, pas une seule. J'ai demandé à tous les réfugiés avec qui j'ai parlé « Comment vous sentez-vous traité, accueilli, y compris par vos voisins immédiats qui vivent dans la même maison ? », là non plus, pas la moindre plainte. J'ai ressenti une honte comme jamais. Bien sûr le pays a atteint les limites de ses capacités. Les chiffres sont clairs là-dessus.

Pour compliquer les choses, la Jordanie s'est jetée dans la guerre contre « l'État Islamique » après le meurtre du pilote jordanien il y a quelques semaines. Depuis, la force aérienne jordanienne attaque presque quotidiennement les positions de l'EI en Syrie et cela attire littéralement des attentats dans les prochains temps en Jordanie. On pourrait presque faire un pari là-dessus. La frontière commune ne se laisse pas contrôler ni protéger, c'est tout à fait clair. Ce qui veut dire que ce pays, qui est déjà bien mis à mal par l'absence de tourisme, est de plus en plus déstabilisé. Je n'ai pas compris cela d'emblée, parce que la Jordanie était considérée comme un pays sûr. L'explication est pourtant assez simple. Les touristes qui jusque-là étaient toujours venus, au printemps les Russes, un peu plus tard les Européens et les groupes de pèlerins indiens, en été les touristes de pays plus chauds encore comme l'Arabie Saoudite, étaient pour ainsi dire venus pour une tournée de plusieurs pays. Celle-ci incluait l'Égypte, la Syrie, la Jordanie et quelquefois les lieux saints en Cisjordanie. La Syrie est tombée comme destination touristique, l'Égypte plus ou moins également, et personne ne se déplace pour visiter la seule Jordanie. Les difficultés économiques en Jordanie sont à énormes, à présent s'y ajoute cette tension. C'est pour cette raison qu'il est très important de partager le fardeau de ce pays et ainsi que celui du Liban, alors que les réfugiés continuent d'affluer, en tout déjà 1,7 million. Cela n'est possible que si nous accueillons le plus de réfugiés possible.

L'échec des organisations humanitaires de l'ONU

Pour le dire crûment: Il n'y a pas seulement la défaillance politique de l'ONU au niveau du Conseil de sécurité qui elle non plus ne sait pas mettre fin à cet interminable conflit violent en Syrie. Nous avons aussi une défaillance et un échec des organisations humanitaires de l'ONU, donc de ceux qui sont responsables du secours urgent et de la survie des victimes de guerres d'une ampleur plus vue depuis 1945. Si vous avez lu votre journal hier ou aujourd'hui, vous avez lu le cri, on ne peut pas ne pas l'appeler ainsi, du Haut-Commissaire pour les Réfugiés, António Guterres, et d'un groupe de 21 ONG,

qui toutes sont présentes sur place. Pour résumer en quelques chiffres : 220,000 morts, 8 millions de réfugiés à l'intérieur de la Syrie. De plus, il y a 4,8 million de personnes qui n'ont aucun accès aux organisations d'aide parce que celles-ci ne peuvent pas rejoindre les gens dans le besoin dans cette guerre civile disséminée à travers tout le pays, avec ses divers acteurs et fronts confus. Ceci, donc, est d'une ampleur jamais vue dans n'importe quel conflit violent au cours de ces 25 dernières années.

L'approvisionnement et les soins aux réfugiés qui, quant à eux, ont réussi à se rendre dans un pays voisin sont de moins en moins assurés parce que les états membres de l'ONU ne mettent plus d'argent à disposition. Pour la première fois, l'an dernier en juillet, le Haut-Commissariat aux Réfugiés et le Programme alimentaire mondial de l'ONU ont dû réduire d'un tiers les rations alimentaires des 850.000 réfugiés africains en République Centrafricaine. De 2.400 à 1600 calories par jour. La même chose s'est reproduite en novembre pour les 1,7 millions réfugiés syriens en Jordanie et au Liban, parce que les organisations n'avaient tout simplement plus d'argent. Celui-ci ne peut venir que des états membres, de qui d'autre ? Pourtant, même après cette mesure dramatique, l'argent n'est pas rentré. Le 1er décembre le Programme alimentaire mondial a complètement supprimé l'aide alimentaire aux 1,7 millions réfugiés syriens. Ce n'est que grâce à une campagne de dons sur Twitter et Facebook, une première dans l'histoire de l'ONU, qu'en une semaine 85 millions de dollars ont pu être collectés dans le monde entier, de sorte que l'aide alimentaire a pu être reprise. La situation est et reste dramatique.

Le Haut-Commissariat de l'ONU porte désormais la responsabilité pour 51 millions de réfugiés dans le monde entier. C'est un chiffre record depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. Pour cela il a fallu au HCR 5,3 milliards de dollars dans les dernières années. C'est ce qu'avait prévu le budget pour 2014 soumis aux états membres en octobre 2013. Jusqu'en décembre dernier (2014, n.d.t.) à peine 55% de ces 5.3 nécessaires ont été versés par les états membres. Pour cette année alors que le budget de 5,8 milliards de dollars avait été prévu, et qui, a au vu de l'augmentation du nombre des réfugiés de Syrie a dû être corrigé vers le haut, à 6,1 milliards de dollars, un déficit semblable est probable. Cela signifie, pour reprendre les termes féroces des gens du HCR, avec lesquels j'ai parlé dans le camp Zaatari : « Nous ne pouvons financer ici que les besoins de survie, à savoir l'eau, la nourriture et les médicaments d'urgence. Et comme les tentes et les logements sont là il ne faut pas les payer une nouvelle fois. Tout le reste, par exemple un peu de scolarisation pour les dizaines de milliers d'enfants qui n'ont rien à faire, la formation professionnelle des jeunes ou les soins psychothérapeutiques pour les femmes violées et traumatisées est un luxe, nous ne pouvons pas les payer. » Voilà la situation.

La tâche commune des organisations de paix, des mouvements pour les droits humains et des mouvements pour les réfugiés dans nos pays consiste, me semble-t-il, à faire pression sur nos gouvernements pour qu'ils mettent explicitement et très vite beaucoup plus d'argent à disposition. D'une part pour mieux aider les personnes sur place, d'autre part pour accueillir plus de personnes ici. C'est, je crois, au bout du compte la meilleure prévention ou la meilleure contribution à la prévention, que nous puissions faire pour éviter que dans 10 ou 15 ans, chez nous, peut-être à Berlin ou à Berne, quelqu'un fasse sauter une bombe, qui âgé aujourd'hui de quatre ans grandit quelque part dans un camp de réfugiés au Liban.

Merci pour votre patience. Je me réjouis de discuter avec vous.

Discussion

Question *Au début du „printemps arabe“ j'ai vu sur une carte la moyenne d'âge de la population pour les régions que vous nous avez montrées. Pouvez-vous confirmer ou corriger que la moitié des populations de ces pays du Maroc au Pakistan en passant par l'Algérie sont des enfants ou des jeunes ? Quand je dis jeunes, je veux dire au maximum 25 ans. Le nombre me paraît assez énorme.*

Réponse Je le confirme.

Les deux extrêmes, si je puis dire, avec la courbe démographique la plus aplatie, dont la population en-dessous de 15, en-dessous de 25 et en-dessous de 40 est la plus nombreuse, sont l'Iran et l'Égypte. Je n'ai pas inclus l'Iran dans la région de crise aujourd'hui, mais ce pays est très important parce que c'est là que vit le plus grand nombre de jeunes. Le deuxième pays est l'Égypte, c'est là que la situation est la plus dramatique parce que le taux de naissance et de loin le plus élevé. J'ose affirmer que de tous les pays évoqués aujourd'hui c'est en Égypte que le risque de soulèvements de la faim est le plus grand, parce que le gouvernement ne maîtrise plus la croissance de la population.

Question *C'était très utile, Monsieur Zumach, de vous entendre parler des origines et des causes de toutes les grandes catastrophes qui sévissent au Proche-Orient et au Maghreb. Cependant vous n'avez pas évoqué la guerre en Syrie ou sa cause, ni le régime syrien. J'aimerais que vous nous donniez quelques informations. Quel est votre jugement sur le déclenchement de cette guerre immensément douloureuse en Syrie ? Je me rappelle qu'au début la résistance contre le régime Assad était non-violente. Ils voulaient dialoguer avec le président. Celui-ci a rejeté le dialogue et a fait tirer sur les manifestants. Nous avons entendu parler de tortures atroces, y compris d'enfants, etc. et la situation a empiré. Voici ma question : « Comment sortir de ce foutoir ? »*

Réponse Je n'ai pas abordé cette question pour des questions de temps. J'aurais pu parler plus longuement sur le printemps arabe, mais l'exposé aurait été beaucoup trop long. Contrairement aux autres pays du printemps arabe comme la Tunisie, l'Égypte ou la Libye, la Syrie a une réelle signification stratégique. Pour plusieurs raisons :

Premièrement, la Syrie a été historiquement l'alliée principale de l'Union Soviétique pendant la guerre froide, la seule qui l'a été tout le long. Par périodes, l'Égypte l'a été également, elle a ballotté entre Washington et Moscou, mais la Syrie a toujours été l'alliée de l'Union Soviétique. Jusqu'à ce jour les intérêts russes en Syrie existent : sur la côte syrienne de la Méditerranée le port de Tartus est le seul accès à la Méditerranée pour les forces navales russes. C'est presque aussi important que le port de Sébastopol en Crimée qui est le seul accès à la Mer Noire. La Syrie a toujours été un pays important pour les armes russes. Elle est l'alliée de l'Iran et elle est un pont entre l'Iran et le Hezbollah au Liban. C'est pourquoi il y a là beaucoup plus d'intérêts stratégiques, aussi de la part d'acteurs extérieurs.

Contrairement à Ben Ali en Tunisie et à Hosni Moubarak en Égypte, Assad a très vite, comme vous l'avez mentionné, dès le deuxième jour, réprimé très brutalement des manifestations totalement non-violentes en faisant intervenir l'armée. Ben Ali et Moubarak n'ont jamais fait intervenir l'armée. Assad a dit dès le début, dès le premier jour « Ceux qui manifestent sont tous des terroristes et en les réprimant je combats le terrorisme. L'Occident ferait bien de faire cause commune avec moi contre le terrorisme ». Jusqu'en octobre ou novembre 2011 l'opposition était constituée de trois groupes politiques clairement identifiés : le Conseil national syrien en exil, en Syrie même environ quatre cents comités locaux et le Conseil pour une transition nationale. Ils étaient encore prêts à négocier avec Assad. Ensuite, à cause des réactions violentes du gouvernement ou du régime se créa dès octobre ou novembre celle qui s'appela « Armée syrienne libre ». Elle était formée d'officiers et de soldats qui avaient déserté les forces gouvernementales, qui ont dit « Nous ne voulons plus tirer sur la population civile ». Ils devinrent une sorte de bras armé de l'opposition qui jusque-là avait été seulement politique.

Ensuite, il y a eu en Syrie, contrairement à la Tunisie, à l'Égypte et à la Libye d'énormes efforts politiques de la part de l'ONU. C'est précisément en raison de l'importance stratégique du pays que le Conseil de Sécurité a décidé d'envoyer un négociateur en février 2012 : Kofi Annan. Le côté absurde, contradictoire est que toutes les puissances avec droit de veto l'ont mandaté, ont également soutenu son premier plan de paix constitué de six points, dont le plus important était le premier, à savoir un cessez-le-feu avant toutes autres conditions. Dans le même temps les puissances principales du Conseil de Sécurité, les USA et la Russie, ont continué à fournir des armes aux différentes parties du conflit. De

sorte que leur négociateur, Kofi Annan, un des meilleurs qu'on eût pu trouver pour ce travail, ne pouvait qu'échouer. C'était couru d'avance. À côté de cet âpre conflit d'intérêts entre les deux puissances du Conseil de Sécurité, s'est ajoutée une condition aggravante : des états voisins, de leur côté, se sont immiscés dans le conflit syrien parce qu'ils sont en conflit les uns avec les autres. Il faut ajouter que les français et les Britanniques ont en règle générale soutenu les Américains et les Chinois toujours les Russes. Les états voisins sont d'abord l'Arabie saoudite, l'Iran et j'y ajouterais la Turquie. Ces états voisins avec leurs propres intérêts sont eux-mêmes alliés de l'une ou de l'autre puissance du Conseil de Sécurité, donc des USA et de la Russie. Un tel amas compliqué et un tel nœud d'intérêts purs et durs de différents pays vous n'en avez ni en Tunisie, la Libye était un cas particulier avec Kadhafi, ce fou entre guillemets, ni en Égypte.

Ensuite nous avons dès mai 2012 une intensification rapide et une évolution de la guerre civile qui se transforme en guerre avec plusieurs fronts, parce que de plus en plus d'acteurs sont apparus. Jusque-là il y avait les forces gouvernementales et à partir de novembre 2011 « l'Armée syrienne libre ». Puis s'ajoutent diverses milices islamistes, des groupes Al Qaida qui se nomment Al Nusra. Eux aussi sont financés par l'Arabie saoudite et le Qatar. Ensuite apparaît « l'État Islamique » et en octobre une fédération de douze milices modérées. Enfin l'un ou l'autre service secret de l'un ou l'autre pays s'en est mêlé. Somme toute, un fouillis plein de contradictions. Tout cela explique pourquoi ce conflit est devenu totalement incontrôlable.

Que faudrait-il faire ? Les Américains et les Russes devraient comprendre qu'ils ont un intérêt immense à faire cesser ce conflit aussi vite que possible. Parce que maintenant déjà ce conflit est le terreau de ce que nous nommons aujourd'hui « l'État Islamique ». Si on ne fait rien et que la Syrie se désagrège définitivement, si aucun gouvernement à Damas ne détient le pouvoir central, alors la Syrie deviendra à la longue un patchwork de territoires tenus par des groupes comme « l'État Islamique ». C'est le plus grand facteur d'incertitude pour toute la région, y compris Israël, mais potentiellement pour les USA et la Russie. J'irais jusqu'à dire que ni les Russes, ni les Chinois ne peuvent vouloir que « l'État Islamique » devienne une aventure réussie, ni qu'il s'installe à demeure dans cette région. Parce qu'une telle réussite ne se répandra pas seulement dans d'autres pays dans la région comme le Mali, le Nigéria, etc., mais jusqu'en Chine et en Tchétchénie.

J'aimerais ajouter quelque chose que j'ai oublié plus haut : « l'État Islamique » a le succès militaire qu'on lui connaît parce que s'y combinent des expériences militaires d'une manière unique dans l'histoire de la violence. D'abord, il y a les hommes qui étaient des insurgés dans les guerres, que ce soit en Irak contre les Américains ou ces milliers de Tchétchènes qui se sont déjà battus deux fois contre les forces russes et ont été combattus en tant que terroristes. Puis, il y a des milliers de Libyens qui après la chute de Kadhafi ont rejoint l'ÉI avec leurs armes. Enfin, il y a dans « l'État Islamique » de nombreux officiers et de généraux de l'armée gouvernementale irakienne de Saddam Hussein. Ces militaires ont, en partie, l'expérience de quatre guerres classiques entre états : 1^{ère} guerre du Golfe contre l'Iran 1980-1988 ; conquête du Koweït en été 1990, 2^{ème} guerre du Golfe au printemps 1991 contre les Américains ; 3^{ème} guerre du Golfe contre les Américains et les Anglais en 2003. On n'a jamais connu une telle combinaison et diversité de savoirs et expériences militaires.

Comme dit, si cela se répand, alors la Chine aussi est menacée. Le gouvernement chinois fait déjà une campagne contre les Ouïghoures, la minorité musulmane du Xinjiang, une province au nord-ouest du pays, qu'il qualifie de terroristes. Dernièrement le Ministre de l'Intérieur chinois a prétendu que les Ouïghoures faisaient cause commune avec « l'État Islamique ». Au Nigéria Boko Haram a déclaré être en fraternité avec « l'État Islamique » et le chef de ce dernier, le calife Abu Bakr al-Baghdadi, a officiellement accepté cette déclaration d'allégeance et de fraternité de Boko Haram.

Question *Est-ce exact que non seulement le Hamas mais aussi de plus en plus de Palestiniens se rapprochent non seulement de l'Iran mais aussi de « l'État Islamique », cela en vue de la création d'un état ?*

Réponse Tout d'abord, il faut bien distinguer les choses. Le Hezbollah, qui à l'origine est apparu comme une organisation de résistance contre l'occupation israélienne au sud du Liban, est chiite. Le Hamas est sunnite. Le problème est que le Hamas n'est plus le seul à contrôler la Bande de Gaza. Depuis quelques temps, on observe qu'il y a des groupes qui mènent des actions militaires de manière indépendante : par exemple les tirs de roquettes contre Israël, que le Hamas ne contrôle pas du tout. Il y existe des individus et des groupes qui déclarent depuis peu « Nous faisons partie de « l'État Islamique » ». Il est difficile de juger si ces déclarations sont sérieuses, mais elles existent. Deuxièmement, il y a des groupes dans le Sinaï égyptien, un territoire essentiellement inhabité, où le gouvernement et les forces de sécurité mènent un combat acharné contre le terrorisme. En revanche les espaces des Berbères nomades qui y vivent sont mis à mal par ces actions, ce qui potentiellement crée un nouveau conflit. Là aussi il y a des groupes que se disent adeptes de « l'État Islamique ». Donc cela surgit partout.

Israël, c'était votre question, a utilisé cela comme prétexte. On l'a vu à la façon dont Benjamin Netanyahu s'est glissé dans les manifestations le 11 janvier à Paris - on ne peut pas le dire autrement - et marché au tout premier rang, alors que le président Hollande lui avait dit de ne pas venir. Il y avait eu une communication là-dessus. Netanyahu a tout de même décidé de venir et le gouvernement français, en dernier ressort, a invité le chef de file palestinien Mahmoud Abbas. Mais j'aimerais remonter un plus loin, en amont. Netanyahu joue ce jeu depuis des années : à pointer du doigt les menaces supposées ou réelles pour détourner l'attention du conflit palestinien-israélien. C'est ce qu'il a fait avec succès lorsqu'en avril 2009 Barack Obama a dit dans son discours du Caire « Mon administration veut une paix juste reposant sur deux états et ceci dans un futur pas trop éloigné. Les conditions pour les négociations sont un arrêt complet des constructions de colonies en Cisjordanie ». C'étaient les mots d'Obama le 4 avril 2009. Netanyahu avec l'aide du lobby gouvernemental israélien aux USA a fait en sorte que le gouvernement Obama abandonne cette position en l'espace de huit mois

Que s'est-il passé ? Ce lobby gouvernemental, qui est très bien organisé et très puissant, a financé les campagnes électorales de beaucoup de députés au Congrès. Surtout AIPAC (American Israel Public Affairs Committee). En novembre 2010 il y a eu les élections de mi-mandat, où tous les 435 députés et 30 sénateurs devaient être réélus. AIPAC a contacté six ou sept députés démocrates et leur a dit « Si vous voulez que nous financions de nouveau votre campagne électorale, faites en sorte que Barack Obama cesse de faire pression sur Netanyahu. Ces six députés se sont donc rendus chez Barack Obama et lui ont dit « Cher Barack, si tu veux nos voix pour la réforme de la santé au Congrès - ce qui à l'époque était le principal projet de politique intérieure de Barack Obama - alors cesse de faire pression sur Netanyahu ». C'est exactement ce qui s'est passé. En allant jusqu'à mettre en avant la menace de la prétendue bombe iranienne il a réussi pendant deux, trois années à rayer presque complètement le thème Palestine-Israël du calendrier de la politique mondiale et surtout à Washington. Cela ne pouvait pas durer à la longue.

Ensuite, le ministre des affaires étrangères, Kerry, a repris les négociations, qui, c'était prévisible, ont échoué. Pourquoi, je ne vais pas l'évoquer maintenant, mais cela ne pouvait qu'échouer. À l'heure actuelle, nous sommes dans une phase semblable, Netanyahu tente la même chose, parce qu'en raison de sa politique intérieure désastreuse il est sous pression. En ce moment il essaie par tous les moyens d'empêcher les pourparlers avec l'Iran, ce qui pourrait réussir. Si l'accord est éventuellement conclu, il veillera avec la majorité républicaine du Congrès à ce que cet accord ne soit jamais ratifié. Du moins tant qu'Obama est président, c'est-à-dire jusqu'en septembre 2016. Cela veut dire aussi que rien de positif ne se fera du côté de l'Iran, que donc les sanctions ne seront pas relâchées. Cela, à son tour, renforce le pouvoir des durs à Téhéran et il est possible alors que l'Iran remette en route son programme d'enrichissement d'uranium, actuellement gelé. Ce que Netanyahu, lui, utilisera comme

preuve que les Iraniens veulent la bombe. Je n'exclus pas non plus complètement que les menaces qu'Israël a déjà proférées en 2010/2011 se réalisent. C'est-à-dire qu'Israël pourrait recourir à des frappes militaires. Je ne veux pas tenter le diable, mais ce n'est pas totalement exclu. Au pire, les négociations entre Kerry et le ministre des affaires étrangères Sarif, qui reprennent demain à Genève, échouent et aucun accord ne se conclut. Netanyahu pourra prétendre qu'il faut contenir l'Iran d'une autre manière. Il est très habile à faire mauvais usage des différents conflits au profit de sa politique gouvernementale épouvantable, que je qualifierai de suicidaire.

Question *Ces jours-ci nous entendons que la gauche israélienne revit, qu'une résistance s'organise et que la popularité de Netanyahu baisse. Peux-tu nous donner ton analyse là-dessus ? J'aimerais savoir aussi si tu as quelque espoir au vu de la situation mondiale ou si nous devons tous acheter des antidépresseurs ?*

Réponse D'abord il faut dire qu'après le discours de Netanyahu devant le Congrès américain, qui est dans nos mémoires, il y a eu un bref sursaut dans les sondages. Mais cela n'a duré que 2-3 jours et à l'heure actuelle, selon les récents sondages, son concurrent le devance de peu. Pourtant j'hésiterais à parler de « la gauche », parce qu'il ne s'agit, au mieux, que des restes des anciens libéraux de gauche. Ce qui est sûr, c'est que même au cas où ce parti aurait plus de voix que le Likoud de Netanyahu, ce parti de libéraux de gauche aurait besoin de partenaires pour former une coalition gouvernementale. Pour cela il ne reste probablement que les petits partis avec qui former un gouvernement, lesquels ont une position dure dans les questions portant sur la Palestine et les colonies. C'est pourquoi, à l'opposé de Netanyahu, la rhétorique d'un nouveau chef du gouvernement changera ou s'améliorera peut-être. Qu'en substance une autre politique émerge, je l'espère, mais ne parierais pas là-dessus.

Quant à la deuxième question: Si je n'avais pas d'espoir, je ne serais pas ici aujourd'hui. Je serais en train de me rendre au bord du lac sur mon vélo couché, de faire du violoncelle ou d'autres belles choses - dit spontanément ! Mais plus sérieusement, je mise sur les hommes et les femmes. Je reviens de la grande foire aux livres de Leipzig. J'y étais parce que l'éditeur du Rotpunktverlag de Zurich m'a massivement poussé à écrire un livre l'été dernier. Je n'en avais pas envie du tout. Mais comme Andreas Simmen, chef de la maison d'édition et rédacteur a été têtu, j'ai finalement écrit un livre. Il a dit que pour les 70 ans de l'ONU, en 2015, il faut écrire pourquoi celle-ci échoue et ce qu'il y aurait à faire, etc. Le livre est sorti de presse avant-hier et s'appelle « Le chaos mondial, l'ONU impuissante – l'organisation mondiale est-elle devenue caduque ? ». Le chaos mondial n'est pas le titre que j'ai proposé, c'est le rédacteur qui le voulait parce qu'il a dit que c'est ce que beaucoup de gens ressentent, particulièrement au cours de l'année passée. Les jeunes, surtout, à peine âgés de 25 ans, ont l'impression que 2014 a été l'année avec le plus grand nombre de conflits violents et de guerres : la Syrie, l'Irak, « l'État islamique », l'Ukraine, la guerre à Gaza, sans oublier Ébola.

Le ministre des affaires étrangères allemand a dit que le monde se disloque complètement. C'est évidemment une perception très sélective. Récemment je me suis entretenu avec le secrétaire général de Greenpeace sud-africain, un militant sud-africain de l'environnement et des droits de l'homme. Il était à Munich lors de la prétendue « Conférence de sécurité » et m'a dit que « Cette phrase, c'est n'importe quoi ! C'est votre perception ici au nord, et ce qui se délite est ce que vous jugiez important : l'OTAN, l'UE. Pour nous autres au sud le monde n'a jamais été en ordre ». C'est tout à fait juste. Le danger des beaux titres « Chaos mondial - Le monde se disloque », c'est que les gens croient qu'il s'agit peut-être d'une loi naturelle ou même de la volonté de Dieu. Ce qui est bien évidemment stupide, sauf votre respect. Parce que tu peux expliquer tous ces conflits violents, y compris Ébola, trouver les causes, les responsables, les erreurs, les politiques erronées ou même seulement les manquements, et à qui cela profite. Tu peux, donc, à partir de toutes ces crises de la pensée et de ces conflits violents expliquer pourquoi l'ONU a échoué, précisément parce que certains états membres ont imposé leurs intérêts.

Pourquoi l'ONU n'a-t-elle jamais à ce jour été autorisée à négocier sérieusement dans le conflit Israël-Palestine ? Les Américains s'y sont toujours opposés. Nous essayons d'expliquer cela, nous essayons de faire de propositions de réformes, de dire ce qui devrait arriver pour que les choses changent et que l'ONU devienne de nouveau capable d'agir. Capable d'agir de manière efficace contre ce qu'on appelle les défis mondiaux comme le réchauffement climatique, mais aussi capable d'agir plus efficacement en empêchant et terminant les conflits entre états ou à l'intérieur des états. Je n'ai donc pas abandonné l'espoir que les gens ouvrent les yeux, que beaucoup de gens dans un nombre suffisant d'états membres s'engagent à changer la politique. Nous n'avons plus le temps cet après-midi, mais une question intéressante serait la suivante : « L'état nation est-il à la longue un modèle pour réfléchir et où se pratique encore la politique ? » Il me semble que cette question se pose, de façon de plus en plus cruciale, en différents endroits du monde où les états s'effritent, où les frontières sont remises en question : Irak-Syrie, les Kurdes qui veulent un état avec un pouvoir à eux, la Russie qui annexe tout simplement l'Ukraine, les Catalans qui veulent absolument sortir de l'Espagne. Il y a des choses qui se trament, et il faut en parler.

Est-ce que nous pensons que les acquis, le droit international et la Charte de l'ONU, sont un progrès immense depuis 1945, nous avons obtenu des règles que nous considérons comme très importantes ; est-ce que nous pensons, en somme, que nous voulons nous y tenir ? Ou pensons-nous que c'était une phase historique, que toutes ces choses étaient importantes à l'époque, mais que maintenant on veut voir ? Que les Kurdes, alors, aient leur état ! D'ailleurs on le leur avait promis en 1919. C'est raisonnable. Mais, en restera-t-on aux Kurdes ? Je crains que non. Cela se répandra et renforcera ailleurs des désirs semblables : cela ne s'arrêtera pas aux frontières de l'Europe. Ma crainte, en guise de réponse, est celle-ci : Si nous entrons dans un processus où tous les états nations sont remis en question – je ne suis pas un adepte des états nations, mais c'est l'ordre dans lequel nous vivons – alors dans quelque trente ans nous, Allemands et Français, reparlerons de l'Alsace-Lorraine. Les choses ne sont pas si stables à la longue, ni si sûres en Europe. Ici, je préfère ne me pas prononcer sur les lois en Suisse.